

## Délibérations du 12.05.2017

### La Commission de la Formation et de la Vie Universitaire en sa séance du 12 mai 2017, 9h

Sous la présidence de Valérie HAAS, Vice-Présidente chargée de la formation et de la vie étudiante

**Vu** le code de l'éducation, article L712-6-1 ;

**Vu** les statuts de l'Université Lumière Lyon 2, adoptés par le conseil d'administration en sa séance du 11 avril 2014 ;

#### Donne les avis suivants :

Membres en exercice : 37

Quorum : 19

Présent.e.s et représenté.e.s en début de séance (9h15) : 21, 1 arrivée à 11h15, 3 départs à 11h50, 4 départs à 12h30, 1 départ à 12h40

Étaient présent.e.s :

**Valérie HAAS**, Vice-présidente chargée de la formation et de la vie étudiante

**Collège A** : BOEHM Isabelle, MIGUET Serge, SIMONIAN Stéphane

**Collège B** : CHEVALIER Yannick, DUMONT Erica, LHOMME Marie-Karine, MAURER Marie-Thérèse, MORIN-MESSABEL Christine, VERCHER Elisabeth

**Collège BIATOSS** : BETTAÏEB Faiza, O'CONNOR Sonia, FRENETTE Jérémy, NAVARRO Jennifer,

**Usagers** : MAGNIN Charlène, BONNET Léa, MIHAI Ludovic

**Représenté.es** : GARIBAY David, TAPIERO Isabelle, DANIERE Kim, BONHOMME Antoine, BOUFELDJA Nabil

**Invité.es** : CASTAGNE-VEZIER Clotilde, THIERRY Christophe, ROSSI Elisa, FOURGEAUD Camille, POSSAMAI Marylène, CHAIGNEAU Nicolas

**Invitées permanentes** : BOBILLON Anne-Marie, DOUTRE Gaëlle

## CONDITIONS SOCIALES ÉTUDIANTES

Plusieurs facteurs ont concouru au souhait de l'équipe présidentielle de vouloir travailler autour de la question des conditions de vie et d'études des étudiant.es de l'établissement, et notamment des étudiant.es en situation de précarité sociale, financière ou administrative. Il a été souhaité que ces échanges et travaux communs permettent de tracer les grandes lignes de ce qu'il est possible pour l'établissement de faire afin d'améliorer les conditions sociales étudiantes, et de voir quelles peuvent être les mesures concrètes à mettre en œuvre dès la rentrée 2017.

### 01.01–01 Avis sur les critères d'exonération des droits d'inscriptions

#### Exonération des droits d'inscription en raison de la situation personnelle des étudiant.es

## b) Les nouveaux critères et la nouvelle procédure proposés

Dans le prolongement du dispositif actuellement existant, sont proposés les critères suivants qu'il appartient au Conseil d'administration d'approuver :

- Exonération accordée une seule fois, par cycle d'étude (Licence, Master, Doctorat)
- Possibilité d'exonération/remboursement d'une inscription dans un autre diplôme relevant d'un même cycle d'étude. Dès lors que cette inscription complémentaire correspond à un projet professionnel clairement défini, il semble opportun de soutenir cette démarche. Ce nouveau critère prend acte d'une tendance actuelle qui consiste, pour les étudiant.es diplômé.es de Master, à prolonger parfois d'une année leur formation avec l'inscription dans un M2 spécialisé, afin de compléter leur formation professionnelle.
- Aucune exonération n'est accordée aux primo-arrivants ;
- Pas d'exonération pour les inscrit.es seulement en DU ;
- Examen de la condition sociale et de revenus de l'étudiant.e demandeur/euse sur production de pièces justificatives (après avis des assistantes sociales).

## 01.01–02 Avis sur la mise en place d'aides sociales individualisées dans le cadre de la commission FSDIE

### Octroi d'aides sociales individualisées

#### a) Définition et critères

Il s'agit d'intervenir en complément des ASAP --- Aides spécifiques : demandes d'aides ponctuelles du Crous --- et de pouvoir apporter une aide financière lors de l'évaluation et de l'accompagnement que nous faisons auprès des étudiant.es.

Ces aides entendent répondre à plusieurs difficultés constatées :

- Le financement de l'étudiant.e est insuffisant pour son année universitaire : l'étudiant.e risque des découverts bancaires importants, et en continu, des dettes de loyers, voire la non possibilité de pouvoir payer son loyer ;
- L'aide ponctuelle du Crous ne couvre pas la totalité des dettes de l'étudiant.e ;
- L'étudiant.e, pour des raisons de santé ou pour des difficultés à faire coïncider charge de travail universitaire et nécessité de travailler ne peut se maintenir dans un emploi salarié régulier ;
- L'étudiant.e fait face à des difficultés d'ordre familial (cas de rupture complète, relations conflictuelles) et ne reçoit pas/plus de soutien ;
- L'étudiant.e peut aussi être d'origine étrangère et sans ou avec très peu de financements (et sans possibilité d'occuper un emploi déclaré).

Cette nouvelle aide sociale pourrait venir compléter l'aide du CROUS, en particulier pour l'accès au logement, ou pour le maintien dans le logement. Elle pourrait aussi venir en aide au cas par cas et sur demande des assistant.es sociaux/ales à des demandes de

remboursement ou d'exonération de sécurité sociale ou d'aides aux étudiant.es primo--- arrivant.es en situation de grande précarité.				
<p><b>b) Procédure d'attribution des aides sociales individualisées (dans la limite du fond disponible, soit 30% du fond FSDIE).</b></p> <p>Ces situations spécifiques, qui souvent se cumulent, seront présentées à la commission FSDIE « action sociale » à partir de la rentrée 2017 par les assistant.es sociaux/ales du CROUS et les services de l'Université, pour avis.</p> <p>La décision d'attribution de l'aide sociale individualisée et la détermination de son montant relève de la compétence de la Présidente de l'Université après avis de la commission FSDIE « aide sociale » (arrêté d'attribution transmis à l'agent comptable pour versement de l'aide).</p>				
<p>Nombre de présent.e.s ou représenté.e.s : 21</p> <p><b>Votes 01.01.01 et 01.01.02 : Avis Favorable</b></p>	Pour <b>Unanimité</b>	Contre	Abs	Refus de vote
<b>CONVENTIONS</b>	Pour	Contre	Abs	Refus de vote
<p><b>02.01–SEG/</b> Conventions de partenariat – Master 1 Monnaie Banque Finance Assurance et Master 2 Monnaie Banque Finance Assurance parcours « Conseiller de clientèle de professionnels et gestion de patrimoine », réalisés en alternance, sous contrat de professionnalisation ou d'apprentissage, (CF SEG) : 04/05/2017) /<b>CFPB (M1) et AFAMBF (M2)</b></p> <p>*Renouvellement <u>Objet :</u></p> <p>Historique : un accord unique (M1 + M2) a été voté en février 2016. Au final, il a été souhaité la répartition suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• CFPB -&gt; Master 1</li> <li>• AFAMBF -&gt; Master 2</li> </ul> <p>Annexes : maquette pédagogique et annexe financière</p>				
<p>Nombre de présent.e.s ou représenté.e.s : 21</p> <p><b>Vote 02.01:</b></p>	Pour <b>Unanimité</b>	Contre	Abs	Refus de vote
<p><b>02.02–LANGUES/</b>Convention de partenariat concernant la préparation à l'Agrégation d'Anglais 2017, (CF LANGUES : 10/04/2017) /<b>ÉNS de Lyon</b></p> <p>*Création <u>Objet :</u></p>				

<ul style="list-style-type: none"> <li>Mutualisation d'enseignements à hauteur de 85.5 HETD, dont bénéficient les étudiant.es des deux parties : -&gt; L'ENS prend en charge 58.5 HETD</li> <li>Inscription dans l'établissement d'origine uniquement</li> <li>Annexe : détail des heures et répartition</li> </ul> <p><u>Validité</u> : 2016-2017</p>				
<p>Nombre de présent.e.s ou représenté.e.s : 21</p> <p><b>Vote 02.02:</b></p>	Pour <b>Unanimité</b>	Contre	Abs	Refus de vote
<p><b>02.03–LANGUES/</b> Convention de partenariat concernant la préparation à l'Agrégation d'Allemand 2017, (CF LANGUES : 13/03/2017) / <b>ÉNS de Lyon</b></p> <p><u>*Renouvellement</u></p> <p><u>Objet</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mutualisation d'enseignements à hauteur de 538 HETD, dont bénéficient les étudiants des deux parties : -&gt; Lyon 2 prend en charge 122 HETD -&gt; L'ENS prend en charge 416 HETD dont certaines heures assurées par des enseignant.es de Lyon 2 soit dans le cadre de leur service statutaire (payé à Lyon 2 sur présentation d'une facture, au taux de l'heure complémentaire), soit au titre de vacations</li> <li>Inscription dans l'établissement d'origine uniquement</li> <li>Annexe : détail des heures et répartition</li> </ul> <p><u>Validité</u> : 2016-2017</p>				
<p>Nombre de présent.e.s ou représenté.e.s : 21</p> <p><b>Vote 02.03 : Avis Favorable</b></p>	Pour <b>Unanimité</b>	Contre	Abs	Refus de vote
<p><b>02.04–ASSP/</b> Convention concernant l'organisation conjointe d'une activité d'enseignement – Master 2 « Ingénierie et Action Sociale » (MIAS) et « Analyse et Conception de l'Intervention Sociale » (ANACIS), (CF ASSP : 16/03/2017) / <b>HAUTE ÉCOLE DE LA PROVINCE DE LIÈGE (HELP)</b></p> <p><u>*Création</u></p> <p><u>Objet</u> :</p> <p>Déclaration d'intention qui vise l'organisation conjointe d'une activité d'enseignement inscrite au programme du Master 2 MIAS et ANACIS :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Activité obligatoire se déroulant sur 2 jours minimum, en alternance chaque année (Lyon ou Liège)</li> <li>Les étudiant.es seront évalué.es par les enseignant.es de l'établissement d'origine</li> </ul>				

<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'établissement d'accueil prend en charge l'hébergement et certains déplacements des étudiant.es</li> <li>• Co-animation par les enseignant.es des 2 établissements</li> <li>• Une évaluation du dispositif sera faite chaque année et permettra d'évaluer la pérennité du projet à compter de 2019-2020</li> </ul> <p><u>Validité</u> : 2017-2018, 2018-2019</p>				
<p>Nombre de présent.e.s ou représenté.e.s : 21</p> <p><b>Vote 06.03 : Avis Favorable</b></p>	Pour Unanimité	Contre	Abs	Refus de vote
<b>MASTER 2 : RENTRÉE 2017 : capacités et modalités de recrutement</b>				
<p><b>03.00 – Projet de délibération d'admission en Master 2 : organisation de l'admission en Master 2</b></p> <p><b><u>L'ADMISSION EN MASTER 2° année, année transitoire</u></b></p> <p>Suite à la parution décret du 25 mai 2016, autorisant les universités à fixer des capacités d'accueil pour l'accès à la deuxième année du deuxième cycle. Dans cette hypothèse, l'admission en Master 2 est subordonnée à l'examen du dossier du candidat.</p> <p><b><u>Organisation du processus de recrutement en Master 2, année 2017-2018</u></b></p> <p>Le Conseil d'Administration (CA) détermine au niveau de la mention, après avis de la Commission Formation et de la Vie Universitaire (CFVU), pour la deuxième année des formations conduisant au Diplôme National de Master (DNM) :</p> <p><b><u>Organisation de l'admission en Master 2</u></b></p> <p>Un décret pris après avis du CNSER peut fixer la liste des formations du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master pour lesquelles l'admission à poursuivre une formation en deuxième année peut dépendre des capacités d'accueil des établissements et éventuellement être subordonnée au succès à un concours ou à l'examen du dossier du/de la candidat.e.</p> <p>A compter de la rentrée 2018, la sélection en M2 ne peut pas intervenir pour les mentions qui ont déjà organisée une sélection en M1.</p> <p><b>03.01 – UFR DSP</b></p> <p><b>03.02 – ISPEF</b></p> <p><b>03.03 – UFR LANGUES</b></p> <p><b>03.04 – UFR LESLA</b></p> <p><b>03.05 – UFR TEMPS ET TERRITOIRES</b></p> <p><b>03.06 – ICOM</b></p> <p><b>03.07 – IETL</b></p> <p><b>03.08 – INSTITUT DE PSYCHOLOGIE</b></p>				

<b>03.09 – UFR SEG</b> <b>03.10 – UFR ASSP</b>				
Nombre de présent.e.s ou représenté.e.s : 22 <b>Votes</b> 03.00 à 03.10 : Avis Favorable	Pour <b>17</b>	Contre <b>5</b>	Abs <b>0</b>	Refus de vote <b>0</b>
<b>CHARTRE DE L'ÉLU.E ÉTUDIANTE</b>				
<p><b>04.01 – Charte de l'él.u.e étudiant.e</b></p> <p>Le voté est reporté à la CFVU du 9 juin 2017. Des membres de la CFVU estiment que certains aménagements d'assiduité et d'étude sont difficilement applicables. La CFVU souhaiterait que soient mis en place de nouveaux échanges pour une nouvelle présentation lors de la CFVU du 9 juin 2017.</p> <p>Les membres de la CFVU demandent des précisions et plus de clarté sur l'article suivant :</p> <p><b>Article 3 : Aménagements d'études, assiduité et contrôle des connaissances des élu.es étudiant.es</b></p> <p>Les étudiant.es souhaitant bénéficier de l'une ou l'autre des modalités prévues dans le présent article devront en faire la demande écrite à la Direction de la formation et de la vie étudiante (DFVE) via un formulaire dédié. Celle-ci se chargera d'étudier la recevabilité de la demande et de transmettre cet avis à la composante.</p> <p><b>3.1 Autorisation d'absence</b> La convocation nominative dans le cadre de son mandat, à un conseil, une commission, un groupe de travail ou la participation à une formation organisée au bénéfice des élu.es, donne droit à une autorisation spéciale d'absence en cours magistraux, travaux dirigés et travaux pratiques. L'étudiant.e s'assurera de prévenir l'enseignant.e et la scolarité de sa composante auparavant, et de transmettre les justificatifs nécessaires.</p> <p><b>3.2 Contrôle des connaissances</b> Nonobstant les dispositions du règlement de scolarité, en cas d'absence dûment justifiée liée à l'exercice de leur mandat, les élu.es étudiant.es pourront bénéficier d'un aménagement des contrôles des connaissances auprès de l'enseignant.e et du/de la responsable de la formation. En cas de difficulté de mise en œuvre de la présente disposition, le/la directeur/trice de la composante, saisi.e par l'él.u.e ou l'enseignant.e concerné.e, statuera en dernier ressort.</p> <p><b>3.3 Choix des groupes de TD</b> Les élu.es étudiant.es bénéficient d'une priorité dans les choix d'horaires de groupes de travaux dirigés ou de travaux pratiques. De plus, ils/elles bénéficient de la possibilité d'être accueilli.es de façon ponctuelle, dans un groupe de travaux dirigés différent de celui dans lequel ils/elles sont inscrit.es, sous réserve de l'information préalable de l'enseignant.e.</p>				

Nombre de présent.e.s ou représenté.e.s : 19 <b>Vote</b> 03.00 à 03.10 : <b>Vote reporté à le CFVU du 9 juin 2017</b>	Pour	Contre	Abs	Refus de vote
<b>COMMISSION FSDIE</b>				
Tableau récapitulatif des projets présentés à la commission FSDIE du 10 mai 2017				

Fait à Lyon, le 12 mai 2017

**Valérie HAAS**

Vice-présidente

Chargée de la formation et de la vie étudiante

